

exclu », renchérit l'expert. Le hic, appuie-t-il, c'est que ce n'est pas à l'école qu'ils vont les apprendre : « Il y a une méfiance absolue par rapport au smartphone, notamment en raison du fait que cet outil est utilisé par les jeunes pour s'autonomiser de la culture officielle, adulte, parentale. »

Le système éducatif n'accompagnerait plus vraiment les étudiants sur les outils dont ils auront besoin dans leur vie professionnelle. Dès la première marche du marché du travail, ils trébuchent forcément sur les exigences de leur emploi, qu'ils soient employé, ouvrier, caissier ou boulanger. « L'ennemi, ce n'est pas la dématérialisation en tant que telle, c'est la dématérialisation aveugle, celle qui n'est pas assistée et qui permet juste de faire des économies de personnel », conclut Rachid Zerrouki. « Si on gardait ce personnel et qu'on lui attribuait la tâche d'accompagner les publics dans les usages des outils numériques, comme dans les grandes villes en Suisse, on se rend compte que c'est une excellente idée. »

Près d'un élève sur deux serait incapable d'enclencher la majuscule pour taper des chiffres lorsqu'il reçoit un ordinateur pour la première fois. Une minute suffit pour qu'ils l'intègrent. Plus rapidement, en somme, que leurs parents, jeunes depuis longtemps, qui, eux, ont bien dû l'apprendre en autodidacte. « Effectivement, nous avons appris à le faire, mais nous l'avons fait parce que nous en avons le besoin », suggère Yves Collard. « Je fais partie d'une génération qui n'a pas connu l'informatique à l'école. Nous l'avons découverte sur le lieu professionnel, où s'est posée la question : "Je dois envoyer un mail à quelqu'un, faire une présentation Power Point, rédiger un document en Word : je fais comment ?" Il s'agit donc d'un apprentissage par besoin, et non théorique. C'est ce qui fait d'ailleurs qu'à peine 10 % des ressources de notre ordinateur sont utilisées : ce sont tout simplement les 10 % dont nous avons besoin. »

Je pense donc que l'apprentissage de l'informatique doit se faire sur base de ces besoins, des problèmes que je dois résoudre. »

La numérique et l'informatique nécessitent une pédagogie à part, pas transversale ou périphérique

Rachid Zerrouki instituteur

”

### Dix jours pour cerner « l'e-maturité »

LA SEMAINE NUMÉRIQUE

Depuis 2001, la Semaine numérique propose une tonne d'activités, gratuites ou à prix très démocratiques : ateliers de formation, tables rondes, débats. Le tout en ligne ou dans une cinquantaine de lieux à Bruxelles et en Wallonie.

L'édition 2022, qui se tient du 10 au 21 octobre, aura comme thème central « l'e-maturité numérique, une question d'âge, vraiment ? ». Maîtrisons-nous vraiment les codes pour nous exprimer sur les réseaux sociaux avec une chance raisonnable d'être bien compris ? Résistons-nous efficacement aux tentatives de piratage de nos mails, Messenger, etc. ? Comprendons-nous bien nos droits à la vie privée et à être correctement informés ? Sommes-nous toujours capables d'effectuer une démarche administrative en ligne ? Parvenons-nous toujours à différencier une info mensongère d'une information vérifiée ? Autant de questions qui seront éclairées par des experts universitaires, des acteurs de l'éducation permanente, des représentants publics. Au total, ce sont plus de 120 activités qui seront proposées durant cette « semaine » de dix jours, organisée par Média Animation et Point Culture. P.H.L.

Programme complet sur le site lasemaine numerique.be

## à l'école Des élèves largués dans l'usage des outils numériques

CHARLOTTE HUTIN

Le nez plongé dans leur smartphone plutôt que dans un livre. Les clichés véhiculés sur la génération Z portaient tous à croire que le citoyen 2.0, celui-là même qui saurait déjouer le piège des *fake news* et protéger sa vie privée, se trouvait actuellement dans l'enseignement obligatoire. Durant la crise covid, les enseignants et enseignantes ont rapidement déchanté. « On s'est rendu compte que les élèves étaient très à l'aise avec l'usage du smartphone et de la tablette, mais qu'ils étaient peu habitués à utiliser un ordinateur », relate Deborah Lorguet, enseignante de français dans le secondaire supérieur. « Ils ne gèrent absolument pas les fonctionnalités d'un système comme Word. Ils ne savent pas non plus faire de recherches pertinentes sur la Toile. »

Un état des lieux critique, corroboré par une enquête menée à l'Université libre de Bruxelles. Lors de leur inscription en septembre dernier, les premières années se sont vu proposer un questionnaire afin d'évaluer leurs compétences numériques. Sur base volontaire, environ 4.000 étudiants (soit un nouvel inscrit sur deux) ont répondu, et les résultats sont interpellants. Alors

### « Les jeunes sont tout le temps devant leur écran »

Le cliché à la peau dure : les jeunes sont scotchés à leur smartphone. En réalité, le temps passé sur les écrans est un phénomène intergénérationnel. Selon les données de l'Institut de recherche interuniversitaire flamand, les 16-24 ans passeraient 3,7 heures par jour sur leur portable. Soit largement moins que le temps passé par les plus de 65 ans devant la télé qui, selon les données du CIM, a dépassé les 5 heures en moyenne par jour. L'enquête #Génération2020, menée en 2019 par Média Animation et le Conseil supérieur de l'éducation aux médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles, révélait néanmoins que 51 % des jeunes estimaient passer « trop de temps » sur leur smartphone. Près d'un sur cinq jugeait leur rapport au portable « problématique ». P.H.L.

que 85 % des sondés estiment avoir de bonnes compétences numériques, ils ne sont que 47 % à être capables d'utiliser Office365. « Or, très vite en bachelier, les professeurs leur demandent d'employer des tableurs Excel pour classer et hiérarchiser des données », exemplifie Sylviane Bachy, responsable du service d'accompagnement aux apprentissages de l'ULB. « Ils doivent également être capables de manier l'usage des mails pour être informés de l'actualité universitaire. On constate souvent que les mails sont envoyés sans formule de politesse. »

L'enquête s'est également basée sur le référentiel DigComp Citizen, le cadre de référence européen des compétences numériques. « On s'attend à ce que le niveau élémentaire soit acquis à la fin des primaires et le niveau intermédiaire, à la fin des secondaires », explique l'experte en transition numérique. En France, la certification PIX évalue les compétences numériques des élèves sur base de ce référentiel. Ce n'est pas le cas en Fédération Wallonie-Bruxelles. « D'après les résultats que j'ai récoltés, environ 40 % des étudiants à l'entrée de l'enseignement supérieur se trouvent en difficulté par rapport à ce référentiel », analyse Sylviane Bachy. « On observe qu'ils sont plus à l'aise

Nivelles. « Tous les élèves et les enseignants sont équipés d'une tablette et ils l'utilisent comme un matériel de cours classique. L'objectif n'est pas de faire du 100 % numérique, mais d'utiliser la plus-value de l'outil pour, par exemple, adapter les apprentissages à chaque élève. Cela demande un investissement important de la part des enseignants et de la direction. »

Quand certains en ont fait un véritable projet d'établissement, d'autres sont seulement aux prémices d'un changement. « On a bien des salles informatiques, mais cela implique de réserver la salle assez tôt, et elles sont généralement dédiées à des cours de traitement de texte », explique Deborah Lorguet. « Lorsque je n'ai pas accès aux ordinateurs, je demande aux élèves de terminer le travail chez eux. Certains n'ont pas d'ordinateur à la maison et ils doivent utiliser leur smartphone. »

D'après l'enquête internationale Talis, menée pour la dernière fois en 2018, la Fédération Wallonie-Bruxelles se situe en queue de peloton quant à l'utilisation du numérique à l'école. Ils étaient 45 % des élèves de 15 ans à déclarer ne jamais utiliser internet en classe, contre 35 % en Communauté germanophone et 11 % en Flandre. « Les apprentissages au numérique,

lorsqu'ils ont lieu ou lorsqu'ils font partie du projet pédagogique de l'établissement, sont dispensés dans le cadre des cours d'informatique », indique le cabinet de la ministre de l'Éducation, Caroline Désir (PS), reconnaissant que ces compétences étaient peu travaillées jusqu'ici.

« Toutefois, l'objectif des nouveaux référentiels, notamment celui relatif au numérique, est justement de mettre l'accent sur les aptitudes numériques que devront acquérir les élèves durant leur scolarité, et ce, dès la 3<sup>e</sup> primaire. »

### Le Pacte à la rescousse

Le Pacte d'excellence va-t-il changer la donne ? « Normalement, oui », se réjouit Daniel Verougstraete. « Nous sommes plutôt optimistes par rapport à l'avenir. Il y a eu une prise de conscience du politique suite à la crise sanitaire. Tous les référentiels ont été adaptés. Ils intègrent toute une série d'usages numériques. Sur papier, c'est fantastique. Le problème, c'est que le Pacte fait seulement son entrée en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> primaires, donc les premiers élèves sortiront seulement du tronc commun en 2032. On ne peut pas attendre dix ans pour prendre le taureau par les cornes. »

Avec le tronc commun, des heures seront spécifiquement dédiées au numérique. Chaque matière devra également intégrer de façon transversale. Pour l'heure, l'enjeu sera d'équiper les élèves et de former tous les enseignants. Si une quarantaine de conseillers techno-pédagogues sont déjà déployés dans toute la Communauté française pour soutenir les établissements, la réforme de la formation initiale des enseignants (RFIE) tarde à se mettre en place. Tandis que la formation continue laisse le libre choix des thématiques aux enseignants. « On voit bien que la période covid a changé les lignes », conclut Benoît Raucant. « Il nous appartient à nous, enseignants, de faire en sorte que le numérique s'intègre à la formation et à l'apprentissage. »

85 %

des nouveaux inscrits en première année de bachelier estiment avoir de bonnes compétences numériques, selon une enquête de l'ULB.

47 %

Dans les faits, ils ne sont que 47 % à être capables d'utiliser Office365. « Les étudiants se surestiment largement », analyse Sylviane Bachy (ULB).

### La Communauté française à la traîne

Alors, à qui la faute ? A l'enseignement obligatoire ? Pour beaucoup, la réponse est oui. « Les jeunes ont une utilisation intuitive du numérique qui a été peu ou pas travaillée à l'école », regrette Benoît Raucant, directeur du Louvain Learning Lab de l'UCLouvain. « L'esprit critique n'est pas inné. Cela doit se préparer progressivement dès l'enseignement obligatoire, pour être perfectionné dans le supérieur. » Un avis que partage le duo à la tête de l'association EducIT. « Nous avons tous appris à utiliser un dictionnaire, un atlas, une machine à calculer à l'école. L'ordinateur est désormais l'outil le plus employé. C'est donc bien le rôle de l'école d'apprendre à l'utiliser. »

Avec leur association, Daniel Verougstraete et Philippe Van Ophem accompagnent les écoles secondaires dans la transition numérique. « Cette transition ne peut se faire que si deux conditions sont réunies : l'accompagnement des enseignants dans l'utilisation du numérique comme outil pour enrichir leur palette pédagogique et l'équipement des élèves », insiste le premier. « Ces dimensions doivent être travaillées en parallèle, sinon il vaut mieux ne rien faire », avance même son confrère.

Actuellement, il existe de grandes disparités entre les écoles de la Communauté française. « Depuis 2015, le numérique fait partie intégrante de notre projet éducatif », témoigne David Delcourt, directeur de l'Athénée de

